



Décision individuelle N°2023-164

Pétitionnaire : Force 06, représenté par Monsieur Vianney RUSEK, responsable de territoire Grand Est DEGR/Force 06, pour le compte de la commune de Fontan
Adresse : Mairie de Fontan – place du centenaire – 06540 Fontan
Nature de la demande : travaux en cœur de Parc national (nécessaires à la sécurité civile et ayant pour objet la mise aux normes d'équipements d'intérêt général)
Intitulé du projet : Pose d'une barrière DFCI
Localisation : Piste de la CEVA - parcelle section OQ n°003 – commune de Fontan

La Directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 14 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 13 juillet 2023,

Considérant la demande d'autorisation de travaux formulée le 9 juin 2023 par Force 06, représenté par Monsieur Vianney RUSEK, responsable de territoire Grand Est DEGR/Force 06, pour le compte de la commune de Fontan, représentée par son maire en exercice, complétée le 16 juin 2023,

Considérant que les travaux consistent en la pose d'une barrière DFCI sur la piste forestière de la Ceva,

Considérant que la mise en œuvre de ces travaux nécessite la réalisation d'une tranchée à l'aide d'une minipelle de 2,5 tonnes et son bétonnage pour maintenir les éléments de la barrière,

Considérant que l'excavation sera recouverte des déblais de terre extraits de la tranchée,

Considérant que les équipements temporaires de chantier seront installés hors du milieu naturel,

Considérant que ces travaux répondent à un besoin de mise aux normes d'équipements d'intérêt général concourant à la sécurité civile,

Considérant néanmoins qu'il convient de d'encadrer les modalités de mise en œuvre des travaux par des prescriptions complémentaires pour garantir la compatibilité des travaux avec les objectifs de protection des patrimoines naturels du cœur,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du demandeur – Nature de la demande

Le service Force 06, ci-après désigné le bénéficiaire et représenté par Monsieur Vianney RUSEK, responsable de territoire Grand Est DEGR/Force 06, est autorisée à procéder, pour le compte de la commune de Fontan, à l'installation d'une barrière DFCI sur la piste de la CEVA, avant l'épingle 230 - parcelle section OQ n°003 – commune de Fontan.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. Le bénéficiaire est tenu d'informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour, de la date prévue des travaux a minima 7 jours ouvrés avant le démarrage de ces derniers.

Contacts :

Service territorial Roya-Bévéra

chef de S.T : BRUNET Cédric (cedric.brunet@mercantour-parcnational.fr) 06 28 56 44 28

adjoint : CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr) 06 68 72 13 87

service (général) : royabevera@mercantour-parcnational.fr

2.2. A l'occasion de la réunion d'ouverture du chantier, les zones abritant éventuellement des espèces végétales d'intérêt patrimonial et situées à proximité immédiate du chantier (y compris zones de stockage des matériaux) seront mises en défens et préservées de toute intervention, piétinement, prélèvement ou dépôt de matériaux même temporaire. Leur repérage préalable devra être effectué par un représentant du Parc national du Mercantour.

2.3. Pendant toute la durée des travaux, un dispositif succinct d'information du public sera mis en place au départ de la piste afin de l'informer de la mise en œuvre des travaux. Ces dispositifs seront posés dès la phase d'installation du chantier et déposés par le pétitionnaire en fin de chantier.

2.4. Les dispositifs d'information ainsi que leur support ou système de fixation devront être entièrement amovibles. Ces dispositifs devront présenter les autorisations administratives reçues en matière de travaux et circulation. Ils devront être intégralement retirés lors de la réception des travaux.

2.5. L'ensemble de la signalétique temporaire du chantier devra être retiré des lieux et évacué en-dehors du cœur du parc national à la finalisation des travaux.

2.6. Le marquage éventuellement nécessaire en préalable des saignées et de la mise en place du regard sera réalisé à l'aide de dispositifs entièrement réversibles.

Il sera intégralement retiré ou effacé à la finalisation de l'installation.

2.7. Les matériaux issus du creusement de la tranchée seront intégralement réutilisés pour la combler. L'importation de matériaux supplémentaires (terre végétale...) dans le cœur de Parc national n'est pas autorisée.

Les mottes de la couche superficielle du sol qui seront prélevées seront mises en réserve puis repositionnées en surface de de la tranchée.

2.8. Les maçonneries nécessaires aux travaux seront réalisées de telle sorte que les risques de ruissellement des laitances soient réduits au maximum :

- utilisation de ciment prompt ou mortier naturel équivalent ;
- mélanges réalisés sur des bâches étanches ou dans des bacs étanches ;
- pose et séchage au sec, hors période de pluie ;
- lavage des outils de maçonnerie dans un bac permettant la décantation des laitances et la récolte des résidus secs. Interdiction stricte de lavage dans une source ou un cours d'eau ;
- évacuation des résidus secs de décantation en-dehors du cœur de parc, vers une installation de traitement autorisée.

2.9. L'ensemble des engins, matériels et outils susceptibles de provoquer une pollution accidentelle (huile, liquides hydrauliques, hydrocarbure...) devra être en parfait état de fonctionnement et de propreté, l'étanchéité de tous les flexibles et éléments de moteur devant être assurée. Les engins seront équipés de bacs de rétention ou confinés et mis sur tapis absorbants lors des périodes d'inactivité.

Toutes les équipes disposeront de kit anti-pollution et seront formées à leur utilisation.

2.10. En cas de dysfonctionnement nécessitant le remplacement ou le retrait définitif de la barrière, les lieux seront remis à l'identique de leur état initial, à la charge du bénéficiaire. Le dispositif obsolète sera évacué en dehors du cœur du parc national. Les tranchées seront soigneusement rebouchées avec les matériaux constitutifs des lieux.

Article 3 : Durée

3.1. Pour l'installation initiale de la barrière, la présente autorisation est délivrée à compter de la signature de la présente jusqu'au 31 décembre 2023.

3.2. Pour l'ensemble des travaux de remplacement ou de rénovation nécessaires au maintien en bon état de la barrière, la présente autorisation est accordée sans limite de durée, jusqu'à démontage définitif de cette dernière le cas échéant.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ou des droits des tiers.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

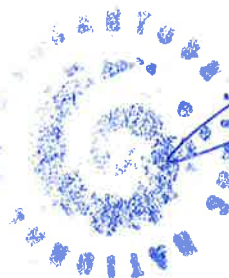
L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité des travaux.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 18 juillet 2023

La directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour




Sandrine GRANDFILS

Copie :

- service territorial Roya Bevera
- commune de Fontan

Le présent avis conforme peut être contesté par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.